

L'année 2009 à la Martinique

L'activité économique de la Martinique a été en net repli en 2009 malgré une légère amélioration en fin d'année. Le conflit social de février-mars a pesé défavorablement sur un tissu d'entreprises déjà fragilisé par le ralentissement conjoncturel de 2008, notamment dans le BTP et le tourisme. L'indice de climat des affaires¹ s'est ainsi fortement contracté pour atteindre son plus bas niveau historique. Les effets de la crise ont été durement ressentis jusqu'au quatrième trimestre pour les entreprises du secteur marchand.

La consommation des ménages est restée atone, bridée par la dégradation de la situation de l'emploi alors qu'elle aurait pu bénéficier d'une inflation modérée. L'incertitude économique et les inquiétudes autour de l'évolution statutaire ont créé un attentisme défavorable à l'investissement des entreprises et des ménages. En outre, la chute des recettes d'octroi de mer a fragilisé les finances des collectivités locales, limitant de fait leurs capacités d'investissement.

Une reprise est conditionnée à court terme par un retour à la confiance des investisseurs que pourraient favoriser la fin des incertitudes institutionnelles après le référendum de janvier 2010 et le redémarrage de la croissance constaté au niveau national et international.

I – L'économie martiniquaise a atteint un creux en 2009

La consommation des ménages a limité son recul en fin d'année.

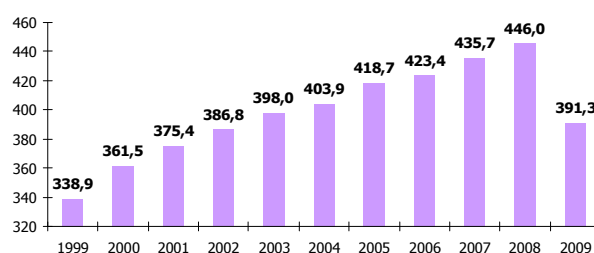
La consommation des ménages, principal moteur de la croissance économique, n'a pas bénéficié de l'inflation annuelle relativement faible (+ 0,6 %) ; elle est en recul en 2009 sous l'effet de la détérioration du marché de l'emploi et d'une vulnérabilité financière accrue des ménages.

Les importations de biens de consommation se sont contractées de 12,3 % après une progression de 2,2 % l'année précédente.

A partir du second semestre, la consommation a bénéficié de la mise en place des mesures sociales post-crise (RSTA notamment²) et des dispositifs de soutien à la vente de véhicules automobiles, ce qui a permis de limiter le repli des immatriculations de véhicules particuliers neufs à 3,9 % sur l'année (après -6,7 % en 2008). L'encours bancaire des crédits à la consommation, souvent destinés à l'achat d'automobiles ou de biens durables, a sensiblement régressé (- 4,7 % en 2009 comparé à 2008).

Importations des biens de consommation (M€)

Source : Douanes



La faiblesse de l'investissement affecte tous les acteurs économiques.

L'investissement, qui avait déjà subi un coup d'arrêt en 2008, est en berne en 2009.

L'investissement des ménages a été moins dynamique : l'encours des crédits à l'habitat (1,9 milliard d'€), principale composante de l'endettement des ménages, a nettement ralenti sa progression (+4,3 %³ contre +9,1 % fin 2008), soit un rythme proche de celui de la France entière alors que le nombre de logements collectifs neufs construits en 2009 s'est infléchi⁴. Toutefois, contrairement à la métropole, le ralentissement du

¹ Les résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture de l'IEDOM réalisée auprès des entreprises permettent d'élaborer un indicateur de climat des affaires (ICA) qui synthétise l'ensemble des composantes passées et futures contenues dans les différents soldes d'opinion.

² Revenu supplémentaire temporaire d'activité : 60 000 personnes sont concernées par ce dispositif à la Martinique.

³ Toutes zones confondues.

⁴ Les attestations de conformité délivrées à des logements collectifs neufs par le Consuel diminuent de 6,5 % sur un an.

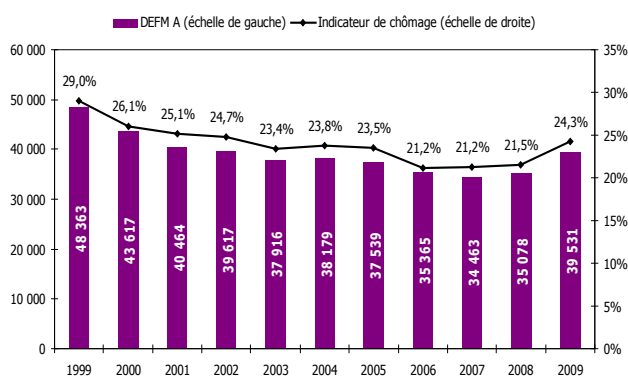
marché de la construction n'a pas pu être amorti par la mise en place rapide d'un dispositif de défiscalisation⁵ attrayant pour les investisseurs.

L'**investissement des entreprises** est en repli. Un ensemble de facteurs (crise sociale, incertitudes économiques et institutionnelles) a conduit les entreprises à différer leurs investissements, voire à repenser leur modèle économique. Ainsi, les importations de biens d'équipement ont chuté de 26 % et les immatriculations de véhicules utilitaires de 20 %. De plus, les prévisions d'investissement des chefs d'entreprises se sont situées à un niveau historiquement bas, et ce tout au long de l'année.

La fragilisation du budget des **collectivités locales**, liée à la baisse de l'octroi de mer (-20,6 % en 2009), et des retards dans la programmation et la consommation des fonds européens (souvent dus à une pénurie de porteurs de projets) n'ont pas permis à la commande publique de jouer un rôle contracyclique sur l'activité économique.

Retournement du marché de l'emploi

Nombre de DEFMA – Indicateur de chômage



Source : DARES, Pôle emploi

L'année 2009 a été caractérisée par un renforcement des tensions sur le marché de l'emploi. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) s'élève à 39 531 en décembre 2009, soit une progression de 12,7 % par rapport à décembre 2008, portant l'indicateur de chômage à 24 % (+2,4 points sur un an). En comparaison, la France entière a connu, avec un taux de chômage moins élevé, une plus forte progression du nombre de demandeurs d'emploi (+18,4%).

Parallèlement, la détérioration du climat économique s'est traduite par une diminution des offres d'emploi collectées par Pôle emploi (-8,7 % par rapport à 2008).

Une inflation modérée

L'indice des **prix à la consommation** progresse à un rythme plus faible qu'en métropole (+0,6 % contre +0,9 %). Les prix de l'alimentation et des produits manufacturés sont relativement stables (+0,3 % et +0,1 % respectivement), alors que ceux de l'énergie ont reflué de 4,9 % sur un an. Seuls les prix des services sont orientés plus nettement à la hausse (+1,5 % dont +2,6 % pour les loyers et services rattachés).

La faiblesse de la demande a contribué à la chute des importations.

En 2009, le taux de couverture des importations par les exportations demeure structurellement faible à 13,2 % (13,8 % en 2008). Le ralentissement économique a entraîné une baisse parallèle des exportations et des importations (respectivement -28,9% et -25,9%).

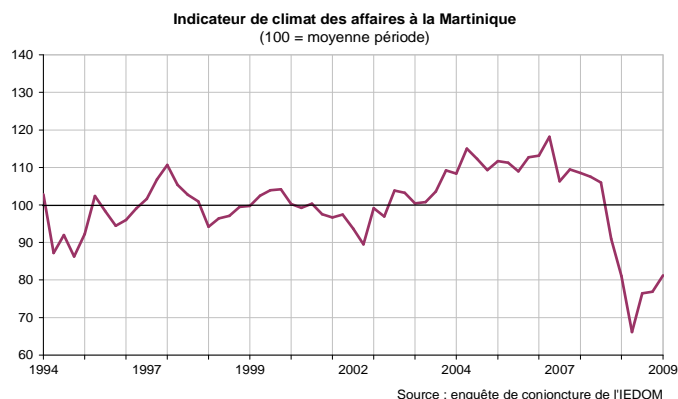
Le repli des exportations a principalement concerné les produits énergétiques (-37,4 % ; 50 % des exportations) tandis que la diminution des exportations de produits agricoles est restée plus contenue (-3,3 %) malgré les problèmes logistiques dus à la crise sociale.

La baisse des importations s'explique en grande partie par des déstockages et par la chute de l'investissement, avec notamment un repli marqué des importations de biens des industries automobiles (-32 %), de biens intermédiaires (-28 %) et de biens d'équipement (-26 %). La détente des cours a entraîné une chute des importations de produits énergétiques (-38 %).

⁵ Le dispositif Scellier DOM a finalement été adopté en mai 2009.

II – De nombreux secteurs en difficulté

L'indicateur du climat des affaires de la Martinique a subi une forte dégradation pendant toute l'année 2009. L'activité des entreprises de l'économie marchande a été durablement affectée par la crise sociale de février-mars 2009⁶. Selon l'enquête réalisée par l'IEDOM en fin d'année, deux tiers des chefs d'entreprises interrogés signalaient un impact défavorable toujours fort de la crise sociale sur leur activité et leur trésorerie. L'impact résiduel de la crise sur les effectifs a toutefois été moins marqué, peut-être grâce aux reports de charges sociales qui ont permis de limiter à court terme les licenciements.



Commerce et services aux entreprises : une activité morose

Après la chute du premier semestre (-16 %), le chiffre d'affaires des huit hypermarchés de l'île a retrouvé un niveau proche de 2008, limitant la baisse sur l'année à -7,1 %. Le dispositif de soutien à la vente de véhicules (prime à la casse) a permis de limiter la baisse des immatriculations mais l'effet a été moindre qu'en métropole. Les entreprises des **services aux entreprises**, souvent sous-traitantes des autres secteurs économiques, ont été touchées par la baisse d'activité et les difficultés financières des donneurs d'ordre.

Tourisme : une conjoncture toujours aussi défavorable

Le secteur du **tourisme**, déjà touché par le ralentissement mondial, n'a pas été épargné par le conflit social, intervenu en haute saison. Le nombre de passagers à l'aéroport (1,572 million) se replie de 4,9 % sur l'année. Cette diminution, plus accentuée que celle du trafic passager mondial (-3,5 %), a été toutefois limitée par des offres tarifaires attractives. Parallèlement, environ 61 000 croisiéristes ont fait escale à la Martinique en 2009, soit une chute de 30 % sur l'année. La reprise de l'activité de croisière au dernier trimestre de 2009 n'aura pas permis de rattraper le retard pris pendant les blocages du début d'année et d'atteindre l'objectif de 100 000 passagers que s'étaient fixé les professionnels pour 2009. En aval du secteur, les entreprises qui bénéficient traditionnellement de ce flux (artisans taxis, restaurateurs...) ont également été touchées par cette baisse d'activité. Dans l'hôtellerie, la situation n'est guère plus favorable : le taux d'occupation s'affiche en effet à 47,5 %⁷ sur l'année contre 54,6 % en 2008. Cette baisse sur deux années consécutives a engendré une fragilisation de la situation financière des entreprises hôtelières.

BTP : amplification de la crise amorcée fin 2008

Le secteur du **bâtiment et des travaux publics** a connu une baisse d'activité sur ses différents marchés. La construction de logements a été nettement ralentie et les ventes de ciment ont globalement chuté de 24 % sur l'année. L'attentisme des investisseurs, lié aux incertitudes relatives à l'évolution institutionnelle, et la perte d'image suite aux mouvements sociaux du début d'année ont bridé le marché de la promotion immobilière. La baisse d'activité n'a pu être compensée par la mise en chantier rapide de logements sociaux en nombre suffisant. Dans le domaine des travaux publics, les retards de programmation et les difficultés financières des collectivités locales ont impacté le démarrage de grands travaux.

Agriculture et industrie agroalimentaire : une filière qui résiste à la crise

L'année 2009 a été marquée par une nette reprise de la production de **bananes** (190 000 tonnes contre 147 000 en 2008⁸). La banane, « fruit refuge⁹ » pour l'Europe en temps de crise, a enregistré une progression de sa consommation mais aussi une baisse des prix. Le secteur prévoit d'embaucher pour assurer le renouvellement des générations et la reprise de la production mais doit faire face à la baisse des tarifs douaniers des producteurs de la zone dollar¹⁰.

⁶ Note expresse n° 64 : Les effets économiques de la crise sociale aux Antilles de début 2009.

⁷ Source : Club des professionnels du séjour en Martinique.

⁸ Chiffre provisoire, la production avait été interrompue pendant 4 mois en 2008 suite au Cyclone Dean.

⁹ La banane, reconnue pour ses qualités nutritives, connaît une augmentation de sa consommation en temps de crise.

¹⁰ Il s'agit de l'aboutissement du processus de négociation multilatéral dans le cadre du cycle de Doha. Cette baisse devrait toutefois faire l'objet de compensations pour les producteurs de l'UE.

En dépit de conditions d'exploitation difficiles (décalage du début de campagne dû au mouvement social, intempéries), la campagne cannière 2009 a permis de récolter 223 000 tonnes de cannes (+ 7,2 % par rapport à 2008). En matière de rhum agricole, les distilleries de l'île ont produit 71 000 hectolitres d'alcool pur (HAP), - 5,3 % sur un an¹¹, alors que le marché du rhum à l'export est resté favorablement orienté. Par ailleurs, la filière avicole a été peu touchée par les effets de la crise sociale ; elle constitue un axe privilégié de développement endogène, la production ne couvrant que 10 % environ des besoins de la population.

III– Faible progression des encours de crédits et augmentation du coût du risque

Dans ce contexte économique dégradé, la **conjoncture monétaire et financière** a été caractérisée par la faiblesse de la progression des encours bancaires et par un accroissement de la sinistralité. Les principaux marchés des établissements bancaires, à savoir l'habitat des ménages et l'investissement des entreprises, ont perdu de leur dynamisme.

L'encours de crédits des établissements toutes zones confondues plafonne à 7,6 milliards d'euros.

Après plusieurs années de croissance ininterrompue, l'encours de crédits des établissements toutes zones confondues atteint 7,56 milliards d'euros, en net ralentissement sur un an (+ 0,5 % contre + 8,2 % en 2008). Ce ralentissement, dû à la faiblesse de l'activité économique, touche tous les agents économiques. Les concours en faveur des entreprises (- 2,0 %) comme ceux en faveur des ménages (+ 1,2 %) sont particulièrement atones. Les concours en faveur des entrepreneurs individuels sont particulièrement déprimés (- 10 % pour les crédits de trésorerie et + 0,9 % pour les crédits d'équipement). La mise en place des dispositifs de soutien au plan de relance (médiation du crédit, plan CORAIL) a permis de limiter ce recul.

L'encours brut des crédits des établissements locaux stagne à 5,3 milliards d'euros (- 0,4 %). Les ménages, premiers emprunteurs avec 2,6 milliards d'euros, ont eu moins recours aux crédits à l'habitat (+ 3,6 % contre + 9,5 % en 2008). Comme en métropole, les transactions du secteur immobilier ont connu un ralentissement généralisé. Parallèlement, l'encours des crédits à la consommation a été impacté par la baisse de la consommation (- 5,1 % contre + 3,8 %). Les entreprises (1,9 milliard d'euros d'encours) ont également enregistré une baisse de leur encours (- 4,2 % dont - 12,2 % pour les crédits d'exploitation et - 2,3 % pour les crédits d'investissement). Les comptes ordinaires débiteurs ont toutefois progressé vigoureusement (+ 22,7 %), rendant compte de la fragilisation accrue de la situation financière des entreprises.

Une dégradation de la qualité du portefeuille en 2009

La dégradation de la situation financière des agents économiques s'est traduite par un accroissement des créances douteuses brutes des établissements de crédit locaux (+ 13,9 % contre - 2,2 % en 2008) interrompant la tendance baissière continue observée les années précédentes. Le taux de créances douteuses a ainsi gagné 1,2 point sur un an et se situe à 9,0 % tandis que le taux de provisionnement atteint 64,8 % (- 2,0 points sur un an).

Une progression modérée des actifs financiers

Au niveau des ressources, les actifs financiers (à 5,9 milliards d'euros) ont progressé modérément (+ 3,3 %). L'encours des dépôts à vue (+ 6,4 %) est resté bien orienté alors que l'encours des placements liquides et à court terme s'est tassé (- 1,5 %), conséquence de l'arbitrage des épargnants vers l'épargne à long terme (+ 6,0 %) lié à la reprise des marchés financiers.

Malgré la détente sur les taux du marché interbancaire et l'amélioration du coût de la ressource, le produit net bancaire (PNB) aurait évolué de façon moins satisfaisante que les années précédentes, en raison notamment de la baisse de la production de crédits et d'une chute du commissionnement en début d'année. La moindre performance du PNB et la nette dégradation du coût du risque devraient impacter le résultat des établissements de crédit de manière significative.

¹¹ La production a souffert de la pénurie de carburant pendant la crise sociale.